

Chapitre 15

La bataille de Fort Sumter.

Au petit matin nous prenons le boguet de la plantation, Tertullien et moi, conduits par Sié, le cocher esclave devenu un ami proche. Nous nous rendons d'abord au Commandement de l'Artillerie de Charleston. Après m'avoir déposé, les deux compères poursuivent quelques dizaines de mètres pour aller remiser la voiture dans la cour de la Direction des Travaux du Génie Civil. Les ayant perdus de vue, je me rends au poste de contrôle installé sous le porche du P.C. militaire.

Le sous-officier chef de poste hèle une sentinelle et l'envoie rendre compte de mon arrivée à un colonel dont je n'ai pas retenu le nom. Le temps de regarder un peu autour de moi et arrive un lieutenant d'artillerie que je reconnais aux parements rouges de sa veste et au bandeau rouge de son képi mou. Il est sans arme mais son ceinturon porte une bélière et un crochet pour fixer un sabre.

Il est chaussé de brodequins bas et les jambes de son pantalon gris à bandes garance sont libres sur ses chevilles. Aux pointes de col, il porte deux affiquets identiques qui indiquent qu'il est aide de camp d'un major général, ce qui correspond dans notre armée à un général de division dans la nouvelle terminologie de l'Empire.

Il m'adresse la parole en un français laborieux pour m'indiquer qu'il va me conduire à mon rendez-vous.

Le commandant de l'artillerie est un général de brigade. Il est l'adjoint-feux du général Toutant de Beauregard. Il me dit se nommer James H. Brown, mais son accent me laisse plutôt penser à un José Ramirez ou un Felipe Garcia. Ce nonobstant, il est charmant et se dit très intéressé par cette possibilité de tir vertical sur des objectifs invisibles depuis la position de batterie. Et plus encore, de pouvoir faire tirer de nuit plusieurs coups sur un même objectif.

Il faut comprendre que la plupart du temps les canons, sur le champ de bataille, servent à envoyer des boulets qui rebondissent dans les jambes des chevaux et brisent les charges de cavalerie de l'ennemi avant qu'elles atteignent les lignes amies. L'exercice a ses limites lorsque l'on tire à longue portée – environ mille mètres – et que le sol est mou à cause de la pluie. En effet dans ces conditions les boulets arrivant au sol avec un angle de chute assez vertical s'enfoncent dans la boue et ne font que peu de dégâts. C'est pourquoi, par temps de pluie, les artilleurs préfèrent tirer à mitraille en chargeant leurs tubes avec des boîtes cylindriques pleines de ballettes rondes en fer ou en plomb qui envoient sur l'ennemi des sortes de grosses cartouches de chasse. Les progrès récents de l'artillerie française ont intéressé les États-Uniens et on trouve ici quelques pièces de gros calibre à chargement par la culasse. Elles sont en général en bronze très bien coulé et ont une âme rayée qui permet l'emploi de boulets coniques et d'obus à charge explosive commandée par un détonateur qui éclate à l'impact ou une fusée dont la mèche s'enflamme au départ du coup et fait exploser la charge au-dessus du champ de bataille, criblant les combattants d'éclats de fonte.

Mais tout ceci se fait encore en visant l'ennemi depuis la position de tir. Avec le perfectionnement des poudres qui sont maintenant beaucoup plus régulières, l'adoption de l'âme rayée sur les pièces d'artillerie et le niveau de pointage en hauteur à bulle d'huile, on peut aisément envoyer plusieurs obus de la même pièce dans un carré de petite taille. Exercice satisfaisant pour les géomètres et les algébristes, cette capacité paraît ne pas beaucoup intéresser les artilleurs de Charleston. Ils préfèrent que la dispersion des coups permette de battre une plus grande surface. En fait, des recherches des Français les Sud-Caroliniens ont adopté l'âme rayée, le niveau de pointage en hauteur et, pour les très grosses pièces, la culasse

ouvrante. Les obus explosifs percutants leur plaisent mais ils se méfient des fusées à temps dont l'emploi leur paraît compliqué.

Pourtant, quand j'explique qu'avec ma méthode on peut, une fois que les coups sont en place dans l'objectif, recommencer à tirer sur le même objectif même s'il est masqué par la poussière ou la fumée, ou encore qu'on peut tirer de nuit plusieurs coups sur un objectif qu'on a repéré de jour en remettant la pièce en place et en reprenant la visée sur une direction repère après chaque coup, je commence à intéresser. Alors le général « Brown » me demande une démonstration. Nous partons alors avec sa magnifique calèche à six places vers le camp d'instruction des artilleurs distant d'environ une lieue. Pendant le trajet, « Brown » m'interroge sur des tas de sujets qui n'ont rien à voir ni avec la guerre ni avec l'armée. Il est surpris que je sois un ancien élève-officier du « West Point français » et que j'aie décidé de prendre une autre voie. Mais il ne s'éternise pas et nous parlons de la France, de l'Espagne – ce qui soit dit en passant me confirme dans mon impression qu'il œuvre sous pseudonyme – et je sens une certaine nostalgie dans ses propos.

Nous arrivons enfin au camp d'artillerie. Il s'agit en fait d'une sorte de stand de tir d'où l'on tire avec les canons comme on le ferait avec de gros fusils : du tir direct sur cibles.



Il s'agit en fait d'une sorte de stand de tir d'où l'on tire avec les canons comme on le ferait avec de gros fusils.

La batterie que l'on me montre est équipée de pièces légères qui ressemblent fort à des pièces de Gribeauval. Tant mieux. Ma démonstration ne sera que plus facile à mettre au point. Un lieutenant d'artillerie à moitié en civil se porte à notre rencontre. Il me guide sur le pas de tir et m'indique les cibles. Le général m'autorise à le questionner et je me rends rapidement compte de ce qu'ici comme en France il y a une dizaine d'années on n'a pas encore bien perçu les possibilités des nouvelles méthodes d'emploi de cette arme technique

qu'est devenue l'artillerie. J'examine ensuite les canons qui se présentent à moi et je trouve ce que je cherche : sur le tonnerre, en avant de l'évent boutefeux se trouvent deux pastilles carrées à la surface bien plane. Il s'agit des plots où l'on pose les deux platines d'un niveau de pointage en hauteur. Décidément, ces pièces semblent être de fidèles copies du Gribeauval. Et d'ailleurs, sur la tranche du tourillon de droite je remarque l'aiguille réglable de l'indicateur de hausse. Je demande au lieutenant de réaliser devant moi une séquence de tir avec chargement simulé. Peu me chaut de voir tirer un boulet sur un sac de sable. Ce qui m'intéresse c'est de voir le peloton de pièce au travail et en particulier le chef de pièce et le pointeur. Cela va très vite et je constate ce à quoi je m'attendais : les seuls appareils qu'utilise le pointeur sont la hausse de tir direct et un réglet gradué utilisé à bras tendu pour évaluer la distance de l'objectif. Le chef de pièce dispose du même réglet et l'évaluation de la distance se fait en comparant les estimations des deux hommes.

Je remercie tout ce petit monde et je me dis que les choses ne vont pas être simples. Pour reprendre le pointage après un tir réglé, il n'y a rien de difficile. J'ai la méthode. En revanche pour calculer le gisement de tir et l'angle de hausse pour tirer d'emblée à proximité d'un objectif – ou mieux, par chance, SUR l'objectif – sans avoir pu régler le tir auparavant, cela va être difficile. Les arsenaux français fournissent les tables de tirs avec les pièces d'artillerie. Il s'agit de carnets indiquant la distance de tir qui correspond à l'angle de hausse pour chaque charge et chaque type de boulet ou d'obus. Apparemment, les artilleurs de Charleston ne se servent pas de documents de ce genre. Alors que nous revenons vers la calèche, je demande – sans trop d'espoir – au général « Brown » s'il a connaissance de tels documents pour les pièces de fort calibre.

- Mais mon cher, nous les avons pour toutes les pièces. Chaque fois que nous avons reçu du matériel venant de France comme les canons que vous venez de voir, nous avons reçu un jeu de carnets par pièce. Les arsenaux fédéraux produisent des documents du même genre quoique moins détaillés. Mais ces documents existent.

- C'est merveilleux, mon général. Pour que je puisse préparer ma démonstration, il me faudrait l'un de ces documents. Je puis faire mes deux démonstrations sur ce champ de tir avec une ou deux pièces. Il me faudrait aussi un niveau de pointage en hauteur.

- Nous vous fournirons tout cela. »

Il me faut trois jours pour tout préparer. Grâce aux tables de tir qui sont la transcription intégrale des tables françaises du Gribeauval amélioré après les guerres du Premier Empire, je puis préparer ma démonstration de pointage sans vue directe sur l'objectif. J'ai choisi une charge pas trop forte mais suffisante pour que le délogement de la pièce au départ du coup impose une remise en batterie et un re-pointage. Pour ma démonstration de tir d'emblée sur un objectif caché, il me faut la coopération d'un observateur avec un moyen de communication. Le major commandant le « signal unit » dispose de télégraphe de campagne qui permet de transmettre des messages en morse en tirant du fil téléphonique entre deux points pas trop éloignés. Mais cela doit suffire pour ma démonstration. J'ai choisi de commencer par la démonstration de tir. Une fois l'intérêt des artilleurs éveillé, je compte bien leur expliquer comment calculer la distance entre leur canon et l'objectif dans le cadre du plan de feu destiné à préparer la défense d'une position stratégique, une ville par exemple. Je trouverai bien parmi l'auditoire un ou deux officiers avec une âme de topographe.

J'ai obtenu l'autorisation de monter une alidade sur le manchon de tourillon gauche de l'une des pièces du centre d'instruction sur le tir que j'ai visité. Sans trop comprendre où je veux en venir, le mécanicien artillerie fixe l'appareil sur la flasque gauche de l'affût. L'alidade peut pivoter librement sur un demi-cercle et aligner sa ligne de foi de l'avant à l'arrière du canon en passant par la gauche. Cette alidade vient en fait du port. Il s'agit d'un appareil de mesure des angles qui sert sur les bateaux à faire le point par relèvement sur des amers à terre. C'est la seule modification qu'il me fallait apporter au canon. Je fais réaliser par

le menuisier de l'escadron d'artillerie de la ville une série de jalons de bois peints en blanc et noir pour une moitié et en blanc et rouge pour l'autre. Ensuite, je fais disposer sur le réceptacle des tonneaux réformés que je fais peindre en rouge et blanc. Mon « théâtre » est prêt.

Avec une chaîne d'arpenteur et l'aide d'un sous-officier de la batterie d'instruction qui administre le stand de tir, je mesure la distance entre la pièce que j'ai fait équiper pour l'occasion et chacun des objectifs. Ensuite, je m'installe à une table de campagne et, en expliquant mon travail au sous-officier, je détermine les angles de hausse qu'il va falloir appliquer au tube pour chaque tonneau.

Passionné, non par les calculs mais par les possibilités qu'offre cette préparation pour l'emploi des canons, le sous-officier remarque :

- Si le Chef d'escadron Peter F. Stevens avait su tout cela, il aurait pu préparer le plan de tir pour s'opposer à l'approche de la *Star of the West*. On peut même affirmer que le bateau ne serait pas reparti vers le Nord. »

On se souvient que c'est ce commandant d'artillerie qui avait fait déployer des pièces d'artillerie servies par les cadets de l'école militaire locale au moment de la prise de l'arsenal de Charleston. Et peu à peu il a fait monter en puissance la batterie qui comptait, d'après ce que m'a expliqué Hélène, une dizaine de canons au moment de la tentative d'avitaillement de la garnison d'Anderson sur le Fort Sumter le neuf ou le dix janvier dernier. Elle m'a même fait tenir une eau forte en couleurs qui est parue dans une revue locale spécialisée dans le traitement de l'actualité et dans laquelle écrivent les personnalités de Charleston.



Ouverture du feu sur la « Star of the West » le 9 janvier 1861.

Depuis, les travaux d'aménagement de la batterie se sont poursuivis et je pense que j'aurai bientôt la possibilité de visiter l'endroit.

Nous approchons de la date de mes démonstrations. Maintenant que j'ai mis au point celle de tir sur objectif non visible de la pièce, je prépare celle qui vise à présenter le re-pointage d'une pièce sur un objectif initialement attaqué avec la méthode du « gros fusil ».

Lorsque tout est prêt je demande audience au Commandant Stevens. Le commandant de la batterie d'instruction me fait savoir qu'il me rencontrera demain sur la position elle-même.

De retour à la maison, je retrouve Tertullien. Il m'accueille avec un large sourire. Cela fait longtemps qu'il ne s'est pas montré aussi heureux.

- Monsieur le Baron, tu vas être content de moi. Je suis ingénieur en chef de tracé des voies ferrées pour la région de Charleston. Non, je rigole. Mais je suis plutôt l'éminence grise du commandant du génie qui tient ce poste. Et nous ne manquons pas de travail. J'ai signé un contrat de trois mois, renouvelable, et je touche quatre-vingt dix dollars par semaine. C'est fou, ils ont déjà commencé à rassembler des poseurs et ont reçu des rails par un cargo qui est arrivé de la Nouvelle Orléans. Les traverses viennent du dépôt d'une compagnie qui les vend à la Caroline du Sud. Mon boulot est la topographie du terrain, mais il me faudra ton aide pour les implantations et le piquetage des tracés.

- Monsieur de Matignon, je suis fort heureux de ton succès. Je t'aiderai de mon mieux. Tu pourras déjà disposer de mes appareils. Mais pour t'aider directement, il me faut une quinzaine de jours. Mes propres affaires marchent bien mais il faut que je réalise ma démonstration, ensuite il faudra que j'instruise quelques cadres militaires sur les deux méthodes.

- Oui, mais pour le moment il suffit que je fasse les levés topographiques. Il faut que les constructeurs et leurs architectes puissent travailler sur des plans justes. Ensuite seulement, il faudra implanter les piquetages sur les zones aplanies. Donc, je pense qu'ils en ont pour environ trois semaines. »

Trois semaines, cela nous conduit à la mi-avril. Donc tout devrait se passer comme il convient.

Mes démonstrations se sont déroulées du mieux possible. J'ai bénéficié de l'aide des instructeurs artilleurs de l'école militaire. J'ai commencé par leur expliquer le principe du pointage sur direction repère matérialisée par deux jalons et les applications qu'on peut en tirer, essentiellement le pointage de nuit ou par temps de brouillard et le re-pointage d'une pièce qui a déjà tiré sur un objectif sans sortir la tête de derrière le mur ou le merlon de terre qui protège la batterie. J'ai même poussé plus loin en expliquant comment on peut corriger le tir à distance en utilisant un codage qui permet de gagner du temps pour la transmission au sémaphore ou au télégraphe. Le Commandant Stevens se montre très intéressé. Et il me questionne de façon très professionnelle et technique sur la façon de compléter l'équipement des pièces d'artillerie de forteresse ou de batteries fixes en matériel d'optique. En fait, il suffit de monter près de l'axe des tourillons une alidade ou mieux un goniomètre. La difficulté vient de la fragilité de ces appareils d'optique qui résisteraient mal au départ de coup à la différence des alidades. J'en arrive à la conclusion qu'il faut installer un goniomètre ou un théodolite sur un trépied à l'écart des canons et qui servirait à donner une direction commune à tous les canons de la batterie. Avec ce théodolite, on peut donc orienter les canons par leur alidade et ensuite les canons peuvent se repérer sur les jalons que j'ai fait fabriquer qui, eux, ne bougent pas par définition. Il faut que les chefs de pièce remettent les roues de leur canon dans la position de départ pour faciliter le re-pointage. Point n'est besoin que ce soit exactement en place et ils ont rapidement assimilé la méthode qui s'appuie sur un moyen mnémotechnique : L F C – C F L pour *Line, Far, Close – Close, Far, Line*. Ce qui signifie F.E.R.-R.E.F. c'est-à-dire : ligne de Foi, Éloigné (jalon) Rapproché (jalon) – Rapproché, Éloigné, Foi. Les artilleurs comprendront.

Dans la foulée de ma démonstration, les autorités qui ont assisté au spectacle se montrent très élogieuses. Ce qui m'importe le plus c'est que les artilleurs de la place de Charleston, tous grades confondus, se sont passionnés pour les perspectives nouvelles qu'offre cette méthode de tir dit « indirect ». Que ce soit en tir vertical – celui des mortiers ou des canons lorsqu'on les fait tirer à un angle de hausse supérieur à quarante-cinq degrés – ou en tir plongeant lorsque les canons tirent avec un angle de hausse inférieur à quarante-cinq degré, on n'a plus besoin de voir l'objectif depuis la batterie. Les artilleurs ont également

compris qu'avec les nouveaux projectiles, les tables de tir et la régularité qu'a atteinte la poudre à canon grâce au travail de physiciens qui complète désormais celui des chimistes, le canon peut désormais engager l'adversaire à une distance de plusieurs centaines de mètres voire près de deux milles mètres pour les pièces lourdes avec une précision bien supérieure à ce qu'on obtient en tirant un peu au hasard à près de mille mètres avec les pièces de campagne. Et ceci, donnée appréciable, en restant à l'abri du tir des carabiniers et autres tireurs d'élites de l'infanterie même lorsqu'on tire près du front de la bataille. Ce qui se fait encore souvent au combat. Cet avantage permet de compenser le temps de rechargement et de re-pointage d'une pièce d'artillerie à chargement par la bouche. Pièces qui équipent en général l'artillerie de campagne confédérée.

Le stage d'instruction de cadres triés sur le volet peut commencer. Malheureusement, comme ce pourrait être le cas dans l'armée française, on m'impose inopinément la présence d'un officier fort jeune et qui me semble totalement ignare non seulement des bases de l'artillerie mais encore de toute connaissance militaire élémentaire. Arborant un revolver plus destiné à être exhibé qu'à servir vraiment, ce monsieur est arrivé à l'exercice en uniforme rutilant chamarré de dorures toutes neuves et portant un magnifique chapeau gris au cordon de soie dorée en guise de fausse jugulaire. Arrivé en calèche conduite par un esclave nègre en livrée, il hésite à descendre de voiture parce qu'il lui faut mettre les pieds dans la boue de sable marin avant de pouvoir rejoindre la zone planchée où les pièces sont en batterie. Après quelques pas qui me font penser à ceux d'une élégante qui marcherait vers un embarcadère de canotage sur la Marne, il prend pied sur les madriers de chêne. Dédaignant les militaires confédérés présents sur place, il vient droit à moi et va pour se présenter. Tant pour éviter de me trouver en porte-à-faux que pour moucher un peu ce Dandy, je me recule en regardant le Commandant Stevens qui a tenu à ouvrir le cours de tir indirect. Le Dandy semble ne pas comprendre. Il insiste dans un français hésitant et je lui réponds en anglais :

- Monsieur, vous faites erreur. Le Commandant Stevens est le commandant de la place. Je ne suis qu'un conseiller technique étranger qui présente une méthode soumise à évaluation des autorités compétentes de l'artillerie confédérée. »

Ceci dit, je me recule et rejoins la pièce la plus proche pour assister au contact entre le « pied tendre » et les soldats. Le nouvel arrivant est visiblement désarçonné. C'est le Commandant Stevens qui rattrape la situation.

- Vous arrivez en un moment particulier. Nous allons commencer une série d'exercices qui suivent un programme progressif. Ne remarquez-vous rien sur les pièces ? »

Le Dandy parcourt les canons d'un regard vide. Il ne remarque ni le théodolite en station à gauche des pièces, ni les alidades installées sur les tourillons. Quant à l'absence des servants aux pièces où ne se trouvent pour le moment que les chefs de pièces et les pointeurs, cela semble lui paraître naturel.

- Sur les pièces, rien. Mais je remarque qu'il n'y a ni barils de poudre ni boulets.

- Et pour cause, nous allons ce matin procéder à une séance d'école de pièce suivie d'un exercice d'école de batterie. Le but est de pratiquer la nouvelle méthode de pointage qui nous vient de France. Et maintenant, je vous saurais gré de bien vouloir vous présenter. »

Le Commandant Stevens reprend une position plus empreinte de rigueur militaire pour entendre la présentation de cet étrange officier. Et personnellement, je suis curieux de comparer la présentation réglementaire française à celle qui a cours ici.

- Je m'appelle Jeffrey Herbert Davis, je suis le fils de Jonathan Michael Davis planteur de tabac près de Richmond et je viens ici comme lieutenant.

- Mon jeune ami, je suis fort honoré de vous rencontrer, mais cette présentation est des plus farfelues... »

De l'échange qui suit entre les deux hommes, il ressort que le « Jeff Davis » est un brave garçon, fils de riche planteur virginien, certes mais qui a été fort mal orienté. Au lieu de

venir se présenter au pas de tir, il aurait fallu qu'il demandât à être reçu par le bureau de recrutement de l'artillerie de la place. Seulement, comme il arrive de Richmond et se nomme Davis, de plus « Jeff », comme le Président de la nouvelle Confédération des États d'Amérique, le sergent-major du commandement de l'artillerie l'a envoyé se présenter directement au Commandant Stevens. Totalement ignare de la chose militaire, le pauvre « Jeff » Davis est donc arrivé au pas de tir comme une plume de poulet sur un pot de crème Chantilly. Stevens comprend tout de suite la situation.

- Ce n'est pas grave. Vous êtes volontaire pour servir aux côtés de la Caroline du Sud dans la guerre qui s'annonce. Mais pourquoi pas en Virginie, chez vous ? Pensez-y parce que la confédération va s'étoffer. En attendant, vous ne serez pas venu pour rien. Vous allez assister à la première leçon de tir d'artillerie à la française. Mais en spectateur seulement. »

Le lieutenant qui commande le peloton de tir a fait préparer un tableau et des tables. Il me présente les élèves et les met à ma disposition. Le cérémonial rappelle celui de France et ce qui se fait dans les lycées français ou les écoles publiques américaines. Les élèves sont studieux et intéressés. J'ai fait réaliser par le menuisier de la compagnie de casernement du P.C. cinq alidades de pointage en bois pour qu'il y en ait une pour moi et une par table de deux élèves. J'applique la méthode d'enseignement de Saint-Cyr où j'ai appris qu'il faut faire voir et mettre en pratique ce qu'on enseigne à ses élèves. Je me souviens le capitaine Roquejeoffre qui nous répétait inlassablement : « Rappelez-vous : "J'entends et j'oublie, je vois et je comprends, je fais et je retiens". »

Il ne me faut pas plus d'une demi-heure pour que mes élèves aient compris le principe du pointage en dérive. Ensuite, ils se mettent aux pièces et en fonction des ordres que j'envoie ils pointent les pièces en réglant l'alidade et en tournant le canon pour aligner la ligne de foi de l'appareil sur la direction matérialisée par les deux jalons. Je passe à chaque pièce pour vérifier le pointage et leur faire corriger l'application de la règle « L F C – C F L ».

La matinée se passe ainsi et « Jeff » Davis est resté, passionné par ces découvertes. Il a remarqué les alidades montées sur les deux pièces qui vont nous servir au tir cet après midi.



Charleston : deux canons avec l'alidade sur la flasque de gauche.

L'après-midi se passe dans les meilleures conditions. Nous ne tirons que peu de coups, mon but étant surtout de faire comprendre la méthode de pointage sur jalons. Nous commençons pour chaque peloton par un pointage conventionnel style « tir au fusil ». Avant de tirer, je fais mettre en place les jalons vers l'arrière gauche de la pièce. Une fois le premier coup parti, il faut remettre la pièce en batterie parce qu'elle a bondi en arrière sous l'effet du recul. Ensuite on la re-pointe en utilisant l'alidade et les jalons. Et le boulet suivant tombe à proximité du point de chute du premier à la joie du peloton de pièce. Cet après-midi, nous avons les servants de pièce pour charger le tube, l'écouvillonner après tir et remettre la pièce en batterie. Le tir indirect ne change pas leur travail, mais ils ont compris d'emblée que mieux ils remettent la pièce en batterie, moins le pointeur a de difficulté à appliquer la règle de compensation de pointage sur les jalons.

Avant de rejoindre sa calèche, « Jeff » Davis vient me voir et avant de prendre congé m'avoue : « Je ne mesurais pas qu'un uniforme ne suffit pas. Je vais prendre contact avec le bureau de recrutement pour m'inscrire à l'École des Cadets de Caroline du Sud.

- Je suis sûr que vous deviendrez un excellent officier. À bientôt. »

Pris par des obligations au début de l'après-midi, Stevens nous a abandonnés sitôt le déjeuner – frugal – pris. Il nous a rejoints au moment du tir du dernier peloton.

- Je trouve que votre méthode de tir, qui prend du temps, est surtout applicable à la défensive ou à la préparation de l'offensive. Elle permet la mise en œuvre de jour comme de nuit de plans de feux préétablis.

- C'est surtout qu'elle permet l'emploi de l'artillerie à des distances plus grandes que ce qui se fait sur les champs de batailles d'affrontement direct.

- J'ai parfaitement compris. Pour le moment les bavards discutent à propos d'Anderson au Fort Sumter. Mais entêté comme est Anderson, je sais bien qu'il ne lâchera pas tant que Washington ne lui en donnera pas l'ordre. Et Lincoln n'est pas Buchanan. Je suis sûr qu'il prendra prétexte de cette affaire pour tenter de nous mettre au pas et de nous faire rentrer dans l'union de gré ou de force. Et surtout qu'il intimera à Anderson de rester jusqu'au bout sur Sumter. Alors, j'ai pris des dispositions. J'ai fait construire des fausses maisons autour de la baie. Des sortes de quartiers de ville champignon comme on fait dans l'Ouest sur la *Frontier*. Mais dedans, au lieu d'y mettre des poseurs de voie chinois ou des candidats chercheurs d'or, la nuit j'y fais mettre en batterie des mortiers, des obusiers et des canons. Et j'ai bien étudié votre méthode de tir à l'alidade. Nous avons saisi dans fort Moultrie abandonné par Anderson des alidades de relèvement pour bateaux. J'en ai fait doter les observateurs d'artillerie et j'ai demandé à un géomètre de s'en servir pour calculer les distances de tir entre les pièces et les points principaux de Fort Sumter. Une fois que vous aurez instruit les artilleurs sur le tir et le réglage par télégraphe ou le sémaphore, je vous demanderai de bien vouloir les instruire sur le calcul de l'angle de tir en fonction des tables que fournissent les constructeurs.

- Il s'agit là d'un autre contrat, Major. Il faut donc au préalable obtenir l'autorisation d'engagement de dépense de la part du *Quarter-master*. Pour le moment nous sommes sur celui qui est signé et en cours.

- J'ai toute confiance en le fait que ce nouveau contrat sera accepté. Mais faites-vous payer en or plutôt qu'en dollars papier. Parce que je pense que la Confédération ne va pas tarder à émettre des billets et que les réserves d'or de sa banque centrale sont plus que maigres. Prenez des dollars or. Ceux-là auront toujours cours. »

Je préfère ne pas épiloguer. Je sais que la Confédération a déjà émis ses propres dollars. Une fois l'école à feu terminée, je reprends « mon » boguet pour rentrer à la plantation. Nous avons pris notre parti de dépendre des Toppenot pour tout. La mule de trait, que j'ai adoptée plutôt qu'un cheval que je juge trop fragile pour les champs de tir, m'accueille avec des mamours à la grande joie des palefreniers esclaves de l'écurie

temporaire de l'installation. L'animal a été bien soigné et je remercie les palefreniers. J'ai un demi dollar en argent que je remets au plus âgé en montrant aux cinq gars que cette pièce est destinée au partage. En « bon » Français, je leur serre la main avant de monter sur la banquette et de desserrer « la mécanique ». Je fais exprès de manifester chaque fois que je le peux la considération et l'amitié que j'ai pour les ouvriers ou les domestiques. Je le fais en France, je l'ai fait en Guadeloupe et je le fais ici. J'étais aussi proche de mes soldats que la discipline militaire le permettait. Je ne fais pas cela par une quelconque démagogie. J'ai appris dans l'armée qu'un chef, si brillant soit-il, ne fait rien que par ses subordonnés. J'aimerais bien que les capitaines d'industrie, les planteurs et autres détenteurs d'une autorité quelconque se le rappellent de temps en temps. Un bienfait n'est jamais perdu et même s'il se perd parfois sur cette terre, je me rappelle ce que me disait le curé au catéchisme en citant le Christ : « Ce que vous ferez au plus petit d'entre vous, c'est à moi que vous le ferez. » Nous sommes tous nés nus et nous ne quitterons pas la terre dans nos vêtements, fussent-ils les plus beaux atours.

Tertullien m'attend avec impatience. Il a parcouru le tour de la baie d'une pointe à l'autre.

- Sais-tu ce que fait faire le commandant de l'artillerie ?

- Il fait construire des leurres en forme de maisons et y met des pièces d'artillerie en batterie. Il fait fabriquer des alidades de relèvement pour les mettre sur les pièces d'artillerie, en a fait distribuer à tous les observateurs militaires et a demandé aux géomètres de faire des mesures de distance. »

Tertullien me regarde ébahi.

- C'est en faisant tirer les canons que tu as appris ça ?

- De la bouche même de Stevens. Il a mis à profit les saisies de matériel d'optique du Fort Moultrie. Apparemment Anderson n'a pas compris le parti qu'on peut tirer de l'artillerie. Il est comme les gens d'ici : pour lui un canon n'est qu'un gros fusil.

- Et pour toi, non ?

- Non. C'est une machine à implanter. Implanter des boulets ou des obus plutôt que des piquets ou des bornes, mais une machine à implanter. Avantage : on n'a besoin ni de masse ni de marteau.

- C'est malin. Bon, mon contrat avance et on m'a même payé.

- Tout ?

- Oui, tout en billets de cinquante dollars de la Confédération.

- Bon. Il faut savoir qu'ils n'ont de valeur qu'ici.

- Nous verrons bien. Et toi, ton tir ?

- Eh bien figure-toi que si je suis au courant des projets de Stevens, c'est que j'ai décroché un nouveau contrat. En grande partie de géomètre, en petite partie de calculateur de tir d'artillerie. Il me reste à le négocier avec le *Quarter-master* militaire.

- Le quoi ?

- C'est leur intendant en chef. C'est lui qui tient les cordons de la bourse. Il a délégation pour marchander avec les fournisseurs. Je pense que contrairement au conseil de Stevens, je vais accepter d'être payé en dollars papier.

- Il ne faut pas ?

- Non. Il n'y a pas de réserve d'or à la banque centrale de la Confédération, si tant est qu'elle existe. Mais nous, on s'en fiche, nous sommes payés par le gouverneur de Guadeloupe.

- À propos. J'ai vu le consul. Nous serons payés en lettres de crédit à remettre au guichet de la banque de la confédération qui nous fera tenir des dollars papier « dixies ». Ou à la banque de l'union qui nous fera tenir des dollars « yankees ». Il y aura deux lettres à nos deux noms payables contre notre signature exclusivement.

- Ouaouh ! Ça pue la marche à la guerre. Bon, demain je me pointe à l'État-major pour ce fichu contrat. Comment vont tes amours ?

- Arrête avec ça. Occupe-toi plutôt des tiennes. La belle Hélène se languit, je pense. Il est temps descendre pour le thé. Tu développeras tes plaques plus tard.

- Ce soir, en tout cas, parce que je voudrais les montrer à Stevens. Il m'a vu prendre un cliché au moment de la pause déjeuner pendant que le lieutenant distribuait le pain aux hommes. Tiens, ici ils font comme chez nous : on distribue en sens hiérarchique inverse : les esclaves, les soldats, les sous-officiers et enfin les officiers, s'il en reste.

- Comme cela, il en reste toujours. Et je peux te dire que cela ne se passe pas comme ça sur les plantations de notre île, même depuis l'abolition. »

Avant de descendre nous faisons nos comptes en étalant notre argent sur la table. Les billets Confédérés et les pièces d'or de l'Empire Français.

- Ils t'ont payé en billets de cent ?

- Oui mon cher. Et même Stevens ne sais pas qu'il existe déjà des billets confédérés.

- Moi j'en ai autant que toi, mais ce sont des cinquante seulement.



« Moi j'en ai autant, mais ce sont des cinquante seulement. »

À Charleston, notre fortune au début d'avril 1861 deux cents francs or et neuf cents dollars confédérés. Mais il nous reste des francs or et des lettres de crédit au consulat.

- Je te rappelle que nous sommes associés, officiellement. L'argent que nous touchons des Confédérés, ou des Yankees si cela se produit, nous le dépenserons sur place. Disons que cela correspondra à nos frais de mission. Plus nous ferons d'argent ici, plus il nous en restera sur notre compte en Guadeloupe.

- Si j'ai obtenu six cents dollars pour une semaine de travail militaire, je vais négocier davantage pour permettre le tir de nuit et sans visibilité pour les batteries du port. Et je séparerai le travail de calcul des distances de celui des angles de tir.

- Pourquoi puisque c'est lié !

- Ouais, mais nous ne sommes pas sûrs d'à qui sourira la victoire. Suppose que l'on trouve des traces de nos travaux, si nous avons fait un travail de géomètres, les tribunaux

yankees ne pourront pas nous accuser d'avoir pris part à la guerre. Alors que le calcul des angles de tir, c'est autre chose. De plus, une fois que j'aurais enseigné la méthode de calcul des angles de tir, je vais les laisser se débrouiller des calculs destinés à la bataille de Sumter. Je pense qu'ils vont se sentir débordés par l'ampleur de la tâche parce qu'ils vont calculer les éléments de tir pour chaque pièce et chaque charge. Moi, j'ai une autre méthode. »

Tertullien me regarde d'un air intrigué. « Eh oui, mon cher. En fait nous allons faire un plan de la rade en calculant par rayonnements les coordonnées des points les plus caractéristiques. De là nous allons mettre en place un carroyage appliqué sur le plan de la baie. Il nous sera facile de localiser les positions de batteries et celles des objectifs. Une simple mesure à la règle graduée à la même échelle que le plan nous donnera la distance horizontale de tir. Les batteries du tour de la baie sont à altitude constante et identique. Pour les plus élevées, nous calculerons leur altitude par rayonnement depuis une de nos stations connues. Nous aurons des résultats un peu imprécis, mais la dispersion du tir compensera les écarts. Seulement, si le Général Brown refuse demain la somme que je demande pour mon travail, lui et Stevens seront forcés de payer quand ils comprendront que nous leur sommes indispensables. Pour demain, je mettrai mon seul travail dans le marché. S'ils me recontactent dans quinze jours, ce sera un tarif pour nous deux. Demain je leur demande huit cents dollars. Pour nous deux, ce sera mille deux cents. »

Le *Quarter-master* a dû être dûment chapitré. Il me signe le contrat. De mauvaise grâce mais il me le signe. Il se prépare à me faire verser un tiers de la somme comme acompte, le reste à verser une fois le contrat rempli. J'accepte mais exige avant de signer que cent dollars me soient versés en métal, argent ou en or. L'homme rechigne et finit par accepter. Le trésorier, hélé par la sonnette, vient prendre le bon de caisse et revient avec une bourse et une enveloppe. Elle contient cent soixante dollars en papier et dans la bourse il y a cent sept dollars en argent et dix en or. Un total de deux cent soixante dix-sept dollars au lieu de deux cents soixante-six et quelques centimes. Le trésorier me confirme qu'il a arrondi au dollar supérieur.

Nous voici occupés pour quelques temps. Pour vous situer le montant de nos honoraires dans le contexte des salaires, un cow-boy touche ici neuf dollars la semaine et est nourri ou touche douze dollars et se nourrit. Un revolver neuf de qualité moyenne coûte près de cent dollars et les prix montent. Un chapeau de qualité moyenne coûte douze à treize dollars. Cinq centimes – qu'ils appellent « *cents* » – permettent d'acheter deux miches de pain frais ou le sel pour la semaine. Nous ne sommes donc pas mal payés. Mais dans les circonstances actuelles nous ne pouvons placer nos économies. Il faudrait que nous puissions trouver à investir aux Antilles.

*

* *

Les artilleurs ont rapidement assimilé les notions de calcul de distances par intersection sur base chaînée. Cela consiste à faire pour le terrain de guerre ce que j'ai fait faire à mes acolytes au début de ma présence à Basse-Terre. Ils utilisent pour ce faire des alidades au lieu de théodolites, mais le principe est le même : la résolution d'un triangle à trois angles connus et une longueur connue.

L'emploi des tables de tir est un peu plus compliqué parce qu'il faut introduire les notions liées à l'imprécision du système d'arme. Mais j'ai cinq officiers et un sous-officier qui ont rapidement compris et ont enseigné aux autres. J'ai soin d'éviter toute allusion à un système graphique. D'une part, cela compliquerait les notions de précision et de dispersion, d'autre part, cela reste un atout dans ma manche. Et je fais bien, parce que le *Quarter-master* est un petit filou.

Une fois que j'ai terminé le cycle d'instruction sur le tir sur objectifs non vus depuis la pièce et expliqué les principes du réglage par sémaphore ou télégraphe, je reçois une note

du service de la trésorerie qui m'informe de ce que le contrat s'arrête immédiatement. Suit un calcul fort précis de l'abattement financier que représente la partie du contrat que je n'ai pas à exécuter et le montant du reliquat qu'il me reste à toucher. Selon leur calcul, le contrat qui était au départ de huit cents dollars se trouve ramené à six cents. Il me reste donc à percevoir trois cents vingt-trois dollars. Je me rends donc au P.C. de la place de Charleston. Je croise Stevens qui me remercie fort de l'instruction que j'ai dispensée à ses hommes. Il a le regard clair et droit et me déclare qu'il sera toujours enchanté de travailler avec moi.

- Merci, Commandant. Ce sera un plaisir partagé si tant est que nous soyons amenés à reprendre notre coopération. Maintenant, je vais retrouver mon associé qui a sur les bras un gros travail de topographie au profit des voies ferrées. Nous ne serons pas trop de deux pour faire avancer le travail. » Je pense que la décision de raccourcir mon contrat ne vient pas de lui.

Tertullien est parti pour le levé d'un dernier tronçon de tracé de voie. Il a rendu ses résultats au fur et à mesure de l'avancée de ses levés. Il a pris sur lui de se faire aider par Sié. Personne ne se trouble de voir un géomètre blanc assisté par un esclave en livrée aux cheveux grisonnants. Tout le monde est si pressé par l'urgence ! Pendant ce temps, les négociations achoppent au sujet de Fort Sumter. Le mois de février est passé. Il a vu la poursuite des préparatifs commencés dès janvier. Des ingénieurs ont choisi les positions de batteries les plus adaptées et fait procéder à des travaux d'aménagement du terrain. Enhardis par l'effet des tirs en direction de la « *Star of The West* » le Gouverneur de l'État de Caroline du Sud a adressé une dernière injonction à reddition immédiate du Fort Sumter. Le 20 janvier, un bateau arborant le pavillon blanc – seul moyen de communication entre le Fort et l'État – rallie Fort Sumter. Il transporte deux personnalités, le Secrétaire d'État et le Ministre de la Guerre de Caroline du Sud avec un message du Gouverneur enjoignant la reddition immédiate et sans condition aux autorités de l'État. L'entrevue se caractérise par la plus grande courtoisie et l'injonction est transmise avec les plus prudentes précautions verbales. Finalement, la démarche aboutit à un refus transmis à Washington. S'ensuivent des discussions approfondies entre le Ministre de la Guerre, M. Holt et l'émissaire du Gouverneur, le Colonel Hayne. Le Lieutenant Hall, envoyé par le Commandant Anderson, présente son chef comme ferme sur ses positions. L'émissaire est porteur d'une injonction de livrer Sumter. Avant qu'il puisse la présenter, neuf sénateurs des États cotonniers demandent au Colonel Hayne de différer la remise du message jusqu'à ce qu'ils soient certains que le Président renoncera à renforcer la garnison en échange du renoncement du Gouverneur de Caroline du Sud à faire lancer une attaque contre l'installation. Mais lorsque qu'il reçoit le message, le Président fait répondre par son ministre que le Commandant Anderson n'a certes pas demandé de renforts mais que si sa sécurité l'exige on mettra tout en œuvre pour lui en fournir. Le 30 janvier, le Colonel Hayne présente son injonction mais, comme pour les commissaires qui ont été envoyés par l'État au début des discussions, les négociations n'aboutissent pas et M. Holt le ministre de la Guerre remet une fin de non recevoir écrite à l'émissaire du Gouverneur ce qui met fin à la négociation.

Manifestement, le gouvernement de Washington a l'intention de desserrer à sa convenance l'étau autour de Fort Sumter. Car l'État de Caroline du Sud a un mode d'action qui n'a pas varié depuis octobre 1860, qui va se poursuivre et qui consiste à empêcher tout désenclavement du port. Partout règne une intense activité et le spectacle qu'offre quotidiennement le parapet de Fort Sumter vise bien à décourager tout espoir de paix. Anderson déplace des troupes et des munitions vers divers emplacements et la garnison attend patiemment l'avancée quotidienne des travaux qui ont pour but de la détruire. Le capitaine du port a fait retirer les bouées du chenal, a fait procéder à l'extinction des feux et interdit aux pilotes de guider vers le port les bateaux arborant le pavillon des États-Unis.

À l'intérieur du Fort Sumter, dans la mesure où leurs faibles moyens le leur permettent, les militaires la garnison font montre de la même activité. On hisse les pièces de fort calibre sur le parapet où on les met en batterie, d'autres sont installées dans les casemates du bas. Anderson essaie de tirer parti de tout ce qui peut renforcer et armer l'ouvrage et améliorer l'efficacité du matériel étique dont il dispose.

Entre temps, tous les États qui ont promulgué une ordonnance de sécession ont mis sur pied un gouvernement provisoire auquel échoit la juridiction sur les installations publiques du port de Charleston. Le gouvernement provisoire envoie Le Général Toutant de Beauregard à Charleston pour prendre le commandement des opérations militaires. C'est peu après que je fais sa connaissance. C'est un officier du Génie qui a démissionné de l'Armée des États-Unis et a été reconduit dans son grade par le gouvernement confédéré. En tant que sapeur, il est très amical avec les géomètres.

Le Commandant Anderson envoie à Washington des comptes rendus quotidiens sur la situation de Fort Sumter et de sa garnison, nous le savons. Le gouvernement connaît donc ses besoins urgents, le commandement confédéré aussi. Le 1^{er} février 1861, par mesure de précaution devant l'avenir incertain, on a fait partir vers le Nord les femmes et les enfants des membres de la garnison. Ainsi, en toute transparence, les préparatifs de guerre suivent leur cours de jour en jour.

Le Fort est maintenant entouré de batteries en mesure d'ouvrir le feu sans délai, toutes pointées dans sa direction et vers le chenal par lequel la relève pourrait parvenir jusqu'à Anderson. Nous sommes début mars et la fin du mandat du Président Buchanan approche.

Le Congrès de Washington a ajourné sa session sans tenter de conjurer les dangers qui menacent le pays. Quoiqu'on puisse penser de la politique hésitante du Président Buchanan, il n'en est pas moins vrai qu'il n'accorde aucune importance à la reddition des forts du port de Charleston et est plutôt soucieux d'éviter un affrontement qui pourrait soulever les États voisins de la Caroline du Sud et déclencher la guerre contre le gouvernement central. Buchanan expédie les affaires courantes et son gouvernement termine son mandat sans avoir réglé les problèmes alors que le pays marche à la guerre. Jusqu'au dernier moment, les autorités espèrent que le Fort Sumter sera évacué sans affrontement et elles ont de bonnes raisons de le penser. Un envoyé du président Lincoln est venu en visite au Fort dans le but de mettre au point le repli de la garnison. Tous les intermédiaires entre le Ministre des affaires étrangères et les autorités confédérées ainsi que le juge conseiller à la Cour Suprême des États-Unis, John A. Cambell, ont envoyé un télégramme le 15 mars par lequel ils se disent confiants que le fort sera évacué dans les cinq jours, qu'aucune mesure visant à rompre le *statu quo* n'est en préparation ni à Washington ni à Charleston et que l'exigence de retrait du fort ne fera pas l'objet d'une demande pressante de la Caroline du Sud.

Les 21 et 22 mars ils ont à nouveau télégraphié que leur confiance est intacte. Pourtant, dans le même temps, d'autres services sont à l'œuvre ce qu'ignorent probablement les deux délégations de négociateurs et qui a contribué à une précipitation immédiate de l'ouverture des hostilités.

Depuis peu après l'occupation de Fort Sumter et jusqu'au premier jour du mandat du gouvernement Lincoln, le Commandant Anderson a rendu compte à son gouvernement de ce qu'il n'avait pas besoin de renforts, qu'il tenait ses positions qu'il ne pourrait pas être renforcé sans combat. Dans un rapport récent il a estimé qu'il faudrait vingt mille hommes pour s'emparer des batteries autour de la rade et exfiltrer la garnison. Seulement au fur et à mesure que le temps passe, bien qu'il rende compte quotidiennement au gouvernement, il finit par décrire sa position de façon si complète en un message du 1^{er} avril que Washington considère maintenant qu'il est devenu impératif d'intervenir. Anderson a rendu compte de ce que ses provisions sont presque épuisées et que sa garnison n'a plus de vivres que pour quelques jours.

et que sa situation est telle qu'il faut envisager une opération de relève ou de ravitaillement. Ce message a immédiatement attiré l'attention du Président et de son cabinet. Se rendant à l'argument d'une « nécessité militaire » les conclusions écrites des membres du cabinet à l'exception du directeur général des postes M. Blair, ont été de retirer la garnison du port de Charleston.

Soudain, un revirement intervient et on met sur pied une expédition pour renforcer la garnison du Fort. On a envoyé au Commandant Anderson une dépêche dont la teneur est la suivante : on lui dit que son dernier rapport a fortement inquiété le Président.

On espère, au vu de son compte rendu précédent et de celui de son messenger spécial le Capitaine Fox, qu'il pourra tenir jusqu'au 15 avril date à laquelle l'expédition qui vient le récupérer sera sur place. On lui a enjoint de tenir si possible jusqu'au 12 avril, date de départ de l'expédition qui trouvera son « pavillon flottant encore au mât » et qu'un effort sera fait pour le ravitailler et le renforcer si les confédérés insistent.

Dès l'envoi de cette dépêche au Commandant Anderson, elle est suivie par un messenger, M. Chew, chef de cabinet du Secrétaire d'État (le Ministre des affaires étrangères), aux autorités de Caroline du Sud pour les informer qu'une tentative de ravitaillement et de relève du fort va avoir lieu. Le messenger emplit sa mission et s'échappe de justesse de Charleston sans être molesté. À la réception du message du Secrétaire d'État, l'officier commandant les forces confédérées du port de Charleston ne perd pas une seconde. Il envoie immédiatement un message au Gouvernement Confédéré à Montgomery¹ avec la teneur de l'information convoyée par le messenger et pour demander des instructions. La réponse n'accorde aucune considération à la longue et terrible guerre qu'elle va déclencher : « Si vous êtes certain de ce que cet agent était dûment mandaté » répond-on « vous allez immédiatement demander la reddition du fort et en cas de refus vous avez toute latitude pour réduire cette résistance. »

Le matin du 11 avril, l'aube révèle une activité extrêmement inhabituelle et importante sur l'ensemble du port. L'eau est couverte de vaisseaux qui se hâtent de prendre la mer. Une batterie flottante cuirassée de quatre pièces d'artillerie dont la garnison a observé la construction depuis plusieurs mois est remorquée jusqu'à une position de l'extrémité Ouest de l'Île Sullivan d'où ses canons pointent directement sur Fort Sumter. Les façades du quartier de maisons en bois installé sur la plage près du bout de l'île sont abattues et dévoilent un aménagement du terrain comportant une batterie de quatre canons dont Anderson a ignoré l'existence jusque là. Ces feux prendront en enfilade la batterie principale de Fort Sumter qui se trouve sur le parapet du flanc droit de l'ouvrage et dont les canons devaient principalement contrebattre les pièces d'artillerie lourde de Cumming's Point qui pourraient prendre le fort à revers.

Pendant les quinze jours qui ont précédé, Tertullien et moi avons eu le temps de réaliser le plan de la baie et de préparer des documents de calculs de tir. Nous avons disposé huit stations topographiques reliées entre elles dans le même système de références, indépendant des coordonnées maritimes. Nous disposons donc d'une polygonation topographique précise et homogène. Parcourant les lieux, nous avons évidemment pu remarquer que nombre de pièces lourdes sont équipées d'alidades. C'est près de l'une d'elles que nous avons implanté une station topographique avec des directions repères.

Toutes les batteries fixes destinées au tir de nuit ont été rattachées à des stations dérivées de deux ou trois des huit stations de base. Deux par deux, chaque station faisant partie d'une base à distance connue, il nous a été facile de calculer les distances de tir compensées par l'altitude de la station et celle moyenne du haut des courtines du fort. Nous avons même pu prendre la photographie de l'une des pièces lourdes qui allaient pilonner

¹ Montgomery est à ce moment-là la ville où siège le gouvernement provisoire de la Confédération.

Sumter. Ce sont même Tertullien et moi qui avons implanté et orienté le mortier lourd qui ouvrira le feu le premier dans la nuit du 12 avril. Comme je m'y attendais, les artilleurs ne sont pas venus à bout des calculs pour établir leur catalogue de tirs. Il fallait déterminer les charges à utiliser pour les pièces à gargousses préparées et pour les mortiers. En fonction des charges, il fallait déterminer les angles de hausses en fonction des distances. Énorme travail. Alors j'ai accepté un nouveau contrat à la condition que nous opérons Tertullien et moi. J'ai demandé une resucée de mille deux cents dollars dont un tiers en monnaie métallique versé à la signature et le reste à l'ouverture du feu. Le *Quarter-master* ne tente même pas de rechigner. Calculant que de toute façon les délais de réaction de Washington leur laissent encore un peu de temps, les autorités de Charleston nous déchargent donc temporairement de nos travaux pour les chemins de fer. Mais cela ne fait pas prendre de retard parce que les terrassiers affectés au chemin de fer ont été en partie réorientés sur les aménagements de la rade. Il faut améliorer les chemins pour permettre l'approvisionnement en munitions des batteries d'artillerie qui vont pilonner le pauvre Anderson et sa poignée de braves.



C'est près de l'une de ces pièces que nous avons implanté une station topographique avec des directions repères. Sur la flasque de droite, l'alidade, en arrière, un théodolite au-dessus du piquet de station et, derrière Sié en gilet pour aider Tertullien, deux jalons de direction repère pour la pièce.

Nous pouvons constater qu'on achemine des unités de soldats pour garnir complètement les batteries côtières. Tout est prêt lorsqu'à seize heures un bateau battant pavillon blanc s'approche du Fort. Deux officiels, le Colonel Chestnut chef du cabinet du général commandant les forces confédérées du port, et le Capitaine S.D. Lee aide de camp, sont admis au poste de garde à l'entrée principale de l'ouvrage. Ils apportent un message du

Commandant Militaire de Charleston qui dit ceci : « Le gouvernement de la Confédération des États d'Amérique s'est jusqu'à présent abstenu de toute manifestation hostile envers le Fort Sumter dans l'espoir que le gouvernement fédéral l'aurait fait volontairement évacuer pour éviter la guerre et parce qu'il y avait de bonnes raisons de croire que c'était le but recherché. Mais le gouvernement confédéré ne peut plus retarder le moment d'entrer effectivement en possession d'une fortification si importante pour lui. Au nom du Gouvernement de la Confédération des États d'Amérique nous exigeons l'évacuation de Fort Sumter. Toute facilité sera accordée au Commandant Anderson pour se retirer avec son personnel. Il peut emmener sa compagnie et les effets personnels et rendre les honneurs au drapeau avant de l'amener. »

Anderson demande un délai pour conférer avec ses officiers. D'après sa réponse, il leur a présenté le message. Les renseignements recueillis par la suite nous apprennent qu'à ce moment-là il fait état pour la première fois devant eux de la dépêche secrète qu'il a reçue du gouvernement central quelques jours auparavant où on rappelle la détermination des autorités à assurer la relève du fort et dans laquelle on lui donne des directives. Cette dépêche lui donne autorité pour décider de capituler si cela s'avère nécessaire. Le conciliabule des officiers est long et, paraît-il, sans faux fuyants. Il n'est pas question pour le moment d'accéder à la demande d'abandonner le fort et le Commandant Anderson fait la réponse suivante : l'exigence d'évacuation du fort avec son contenu contrevient à son grand regret à son sens de l'honneur et à ses obligations envers son gouvernement ce qui l'empêche de se plier à cette demande.

Au reçu de cette réponse les officiers confédérés quittent le fort. Toute l'entrevue, bien que plus formelle que celles qui avaient précédé, a été marquée par la courtoisie. Le Commandant Anderson raccompagne les émissaires jusqu'à la grande porte de l'ouvrage en compagnie du témoin qui a fourni ces informations. Au moment où ils vont embarquer, Le Commandant Anderson remarque que de toute façon ils seront réduits par la famine en quelques jours si l'artillerie ne les écrase pas. Il fait cette réponse aux officiers confédérés qui l'interrogent sur le sujet. Tandis que le bateau repart, les batteries tout autour sont couvertes de spectateurs qui attendent nerveusement les résultats de l'ambassade.

L'activité reprend de plus belle. À l'intérieur du fort, on sort la poudre des magasins maintenant refermés, on distribue les munitions aux batteries et on répartit les servants sur les pièces. On donne des consignes d'économie à propos de la nourriture restante et les officiers de tir de batteries reçoivent pour consigne de ne pas exposer inutilement leurs hommes. À l'extérieur du fort, des vapeurs petits et grands naviguent dans toutes les directions. La bouée qui marquait le virage vers le port lorsqu'on vient du chenal principal et qui seule était restée en place est relevée vers cinq heures de l'après-midi. À sa place, on ancre trois pontons chargés de matières combustibles dans le but évident était d'éclairer le chenal au cas où la flotte dont on attend maintenant l'arrivée tenterait d'entrer de nuit. Ils sont ancrés directement sous les canons de Fort Moultrie. Les feux de ces brûlots éclaireront la zone de tir pour permettre aux observateurs d'artillerie de régler les tirs et d'envoyer les corrections à apporter aux batteries par le télégraphe. À ce stade de la préparation, la nuit du 11 avril tombe sur le port.

Vers minuit, les officiers de la garnison de Sumter ont l'attention attirée par l'officier de permanence qui leur annonce l'arrivée d'un bateau arborant un drapeau blanc. Deux messagers des autorités confédérées sont revenus à la charge. Il est maintenant une heure et demie du matin lorsque l'aide de camp du commandant militaire des forces confédérées accompagné par le Colonel Chisholm et M. Roger A. Pryor, de Virginie, entrent dans l'ouvrage. Ils portent une lettre du Général de Toutant de Beauregard commandant l'Armée intérimaire de la Confédération des États d'Amérique au Commandant Anderson. En conséquence de la communication faite à ses envoyés aux termes de laquelle le détachement

ne tardera pas à être touché par la famine, Le Colonel Chestnut a transmis l'information à son gouvernement. Celui-ci propose au Commandant Anderson d'indiquer l'heure à laquelle il évacuera le fort. Dans le même temps, s'il s'engage à ne pas faire usage de ses armes contre les forces confédérées à moins que celles-ci ne s'attaquent à Fort Sumter, le Général de Beauregard ne fera pas usage des armes contre lui. Les aides de camps sont autorisés à mettre au point ledit accord.

Une fois de plus les officiers de la garnison se réunissent en conseil. Il s'ensuit un long débat. La question qui se pose avec le plus d'acuité est celle de savoir combien de temps les hommes qui n'ont maintenant plus assez de nourriture pourront résister de façon fiable. La garnison n'a plus de pain, il ne reste que de petites rations de porc et de café. On souhaite encore ardemment que l'engagement de Washington se réalise et que le gouvernement s'en tienne à la limite longue du 15 avril qu'il a indiquée. On se met d'accord sur le fait que les termes de la proposition, qui lient les mains de la garnison et neutralisent sa puissance de feu, sont inacceptables. Le Commandant Anderson répond en ces termes : S'il dispose de ses propres moyens il évacuera le fort à midi le 15 courant, à condition de ne pas recevoir de ravitaillement ou d'ordres différents de la part de son gouvernement. Il ne fera pas tirer ses batteries à moins d'y être contraint par un acte ou une manifestation hostile de la part des forces confédérées à l'encontre du fort ou de son drapeau. À peine le Colonel Chesnut qui reçoit la réponse l'a-t-il lue qu'il la déclare inacceptable. Le gouvernement confédéré a donné comme instruction précise à son représentant à Charleston que si le Commandant Anderson refuse sa dernière proposition, il appartiendra aux forces confédérées de prendre le fort par tout moyen que Beauregard jugera adapté. Il n'y a que peu de discussion sur la réponse du Commandant Anderson. On se met d'accord sur l'heure exacte : il trois heures trente du matin.

Les officiers confédérés quittent le fort sans prendre congé et leur bateau disparaît bientôt dans l'obscurité. À leur arrivée à Charleston et lorsqu'ils ont remis la réponse du Commandant Anderson, on envoie un télégramme à Montgomery pour rendre compte aux autorités de ce que « Anderson Refuse ». À l'intérieur du fort, on informe les hommes de ce qui s'est passé et on leur donne pour consigne de l'attendre les ordres de tir. La nuit est calme et limpide et la mer est d'huile. On allume les feux dans les ouvrages confédérés. À quatre heures trente du matin le silence est rompu par un départ de coup de mortier fusant tiré par une batterie implantée près du Fort Johnson à portée facile du fort. Un obus s'élève dans l'air et éclate juste au-dessus du Fort Sumter. Son écho s'éteint et le calme revient. Soudain, toutes les batteries confédérées ouvrent le feu. Au jour, les canons du Fort Sumter grondent et les tirs se poursuivent toute la journée. Au cours de la nuit du 12 les mortiers bien réglés lancent un obus toutes les quinze minutes dans ou autour du fort. On estime que deux mille cinq cents obus et projectiles se sont abattus sur le fort en vingt-quatre heures. Au matin, la flotte venue au secours des assiégés apparaît au large de la barre mais n'entre pas dans le port. À huit heures et demie le 13 le cantonnement prend feu, le mât des couleurs, frappé à quatre reprises tombe et le drapeau est hissé sur le parapet. Bientôt tout le casernement brûle. Le bombardement de l'ouvrage est dense et continu.

La riposte du fort est laborieuse et de faible intensité, résonnant comme le signal de détresse d'un pays et, *in fine*, cesse complètement. Voyant comment tourne l'affaire, un certain Colonel Wigfall pousse une chaloupe depuis Cumming's Point – sans autorisation, il faut le souligner – et quand il apprend du Commandant Anderson qu'il est près à évacuer le Fort aux conditions initiales, il fait demi tour et prend contact avec le Général de Beauregard. Celui-ci envoie immédiatement une commission mandatée pour établir les termes de l'évacuation sur lesquels on se met rapidement d'accord. La garnison est transférée sur le gros transport de troupes à l'ancre au large de la barre qui met rapidement le cap vers le nord.

D'après l'un des marins que j'ai eu l'occasion de rencontrer plus tard à New York, nombreux sont les yeux qui se tournent vers le fort en train de disparaître derrière l'horizon avec le lourd nuage de fumée qui flotte encore au-dessus du parapet. Et vivace est le ressentiment des survivants de la première et dernière garnison unioniste de Fort Sumter à l'encontre des « *dixies* ».

Cette bataille qui s'est d'abord éternisée en discussions interminables s'est réglée en finalement quelques dizaines d'heures avec des pertes finalement assez faibles. Mais nous allons le voir, elle aura eu des conséquences terribles parce que c'est elle qui précipite les États-Unis dans la guerre civile. Nous ne sommes pas restés à Charleston pendant les deux jours de la bataille à la préparation de laquelle nous avons pris une part fructueuse pour nos finances. J'ai reçu une lettre de la Guadeloupe qui me recommande un voyage à Savannah, puisque le port de Charleston est momentanément fermé.

Pendant les combats, nous restons d'abord à la plantation, loin du tumulte et des coups possibles. J'en profite pour terminer de rédiger un rapport complet au gouverneur de Guadeloupe sur les événements en cours. Ce rapport devait partir de Savannah par l'une des goélettes régulières mais la lettre que je viens de recevoir du gouverneur de Guadeloupe précise que je dois me rendre en personne à l'accostage du bateau postal qui arrive demain en principe. Je dois donc me hâter de terminer mon rapport avant de partir. Un voyage en train express nous conduit à Savannah où nous arrivons les côtes moulues. Le capitaine de la goélette m'est inconnu. C'est un béké de Guadeloupe. Il travaille à son compte mais se loue souvent à une famille Bunel qui a un comptoir d'import-export Rue Bébien avec ses entrepôts sur la place de la Victoire. Il se nomme Adrien Dreher et sa famille vient de Lorraine. Sa Goélette l'Hispaniola a son port d'attache à Pointe à Pître.

Il me remet contre signature une cassette scellée assez lourde malgré sa petite taille. Je lui remets mon enveloppe recommandée et il me signe un récépissé après m'avoir fait signer un registre. Nous prenons un peu de temps autour d'un verre de rhum vieux « réservé aux amis » me dit-il. Nous échangeons des nouvelles sur la situation en Guadeloupe et celle d'ici. Tertullien et moi sommes descendus dans un hôtel confortable qui donne sur une rue pavée et domine le fleuve où s'étend le port. De ma fenêtre, j'ai une vue sur la goélette. Le soir ne va pas tarder et je déduis de l'agitation qui règne à bord que le capitaine entend bien appareiller demain dès la première lueur du jour.

Nous repartons pour la plantation le lendemain matin du jour où nous l'avons quittée. Avec la fameuse cassette. Je ne regrette pas de m'être muni de mon Le Bossu, caché, ni de mon LeMat que je porte en bandoulière dans son étui volumineux. Cette cassette m'intrigue et il se pourrait bien qu'elle contienne des choses intéressantes pour diverses personnes. Ce qui nous surprend, c'est que nous ne sommes aujourd'hui que trois passagers dans la voiture alors que le train était plein hier. Le conducteur² nous précise que les gens sont plus pressés de partir de Charleston que de s'y rendre. Mais pour ce trajet, nous avons néanmoins de la compagnie. Un « *vigilante* » de la compagnie S.&W.C. armé d'un *coach gun* en calibre 10 monte avec nous, guidé par le conducteur. Il porte aussi un revolver de fort calibre. Le troisième passager de la voiture est bien mis. Il est armé d'un revolver d'aspect assez compact sous sa veste de costume de ville. Il porte un chapeau melon et des chaussures basses. Les bas des jambes de son pantalon sont pris dans des guêtres de ville. Je le salue d'un signe de tête auquel il répond. Un sac de cuir qui ressemble à une mallette de médecin est posé à côté de lui

² Sur les trains de cette époque, le conducteur était un employé qui se tenait lors du trajet dans une petite tourelle du fourgon de queue. Son rôle était de serrer les freins du fourgon avec un volant lorsque le train était en gare. Avant l'invention du frein Westinghouse, les freins des voitures et wagons ne se serraient que sous la pression venue de la machine. Le conducteur avait pour responsabilité de serrer les freins du fourgon et des voitures lorsque la machine était dételée ou sans pression. Le conducteur était aussi un peu le concierge de son train sous l'autorité du contrôleur chef de train.

sur la place voisine de la banquette. Il est assis dos à la marche. Si cela peut donner le mal de mer, cela présente l'avantage d'être moins exposé à la poussière et aux escarbilles. Je lui propose toutefois de lui céder ma place pour lui éviter le mal du chemin de fer.

- Je vous remercie, mais les passagers sont prioritaires sur les agents de la compagnie.

- Agent de la compagnie ?

- Pour le compte de la compagnie, plutôt. Mon collègue et moi-même sommes chargés d'assurer la sécurité de cette voiture jusqu'au dépôt de Charleston. En particulier aux étapes de plein d'eau. Je suis un « *executive* » de la compagnie de police privée Pinkerton, de New York. J'appartiens à la délégation de Savannah.

- Très honoré. Mais le trajet était-il plus sûr hier ?

- Certes. Vous n'aviez pas les mêmes bagages. Si les informations qui nous sont parvenues sont aussi arrivées à des coupeurs de routes, nous ne serons pas trop de quatre pour assurer votre protection. Rassurez-vous, je suis assermenté et notre compagnie opère par adjudication des deux gouverneurs de Caroline du Sud et de Georgie. Nous avons aussi deux agents, l'un dans la locomotive avec le mécanicien et le chauffeur et l'autre avec les « *vigilante* » de la compagnie de chemin de fer dans le fourgon de queue. Maintenant que les présentations sont faites, permettez-moi de me préparer à toute éventualité. »

En silence, l'agent de chez Pinkerton sort de son sac les éléments d'une arme étrange pour moi : un bâti de revolver comme j'ai appris à les connaître ici, sur lequel il monte par l'habituel système à clavette un ensemble canon avec un levier de chargement. Mais ce canon est fort long, presque comme celui d'une carabine. Et pour finir, l'agent visse sur la poignée-pistolet une crosse qui finit de transformer l'arme en carabine. Ensuite, il garnit les cheminées avec des amorces et place le chien entre deux chambres. Ceci fait, il pose l'arme sur ses genoux et se rapproche de la fenêtre avant droite.

Je regarde Tertullien d'un air pensif :

- Nous faisons un peu gamins avec nos revolvers... » Par courtoisie je traduis mes propos en anglais à l'intention du Pinkerton.

- J'avais compris, merci » répond-il en anglais. « Mais, bien servis, votre revolver LeMat et le Lefauchaux à cartouches de votre ami peuvent faire du dégât. Comment est chargé votre LeMat ?

- Tout à balles. Y compris le canon central.

- Original. D'habitude les gens qui en ont un chargent le canon central en *shotgun*. »

Hier, il nous avait fallu presque dix heures pour couvrir la route. Aujourd'hui, nous sommes partis à cinq heures du matin. Nous devrions arriver à l'arrêt du dépôt de Charleston à peine plus de dix heures plus tard, si l'on en juge à la vitesse à laquelle nous couvrons la distance entre les deux premiers réservoirs d'eau. À chaque relais la manche est prête. Les mécaniciens de gare testent rapidement les conduits de vapeur sous pression au marteau de bronze et on entend résonner la tuyauterie. Les freineurs contrôlent les patins et donnent leur agrément au conducteur serre-frein. Ceci fait, le chef de gare donne au mécanicien le signal du départ. Pour ces opérations, aujourd'hui, il y a au moins dix agents à chaque arrêt au lieu de trois hier.

C'est entre les deuxième et troisième châteaux d'eau que l'affaire se déclenche. J'ai commencé par regarder défiler le paysage par la fenêtre. Notre voiture est une voiture à trois essieux et non à bogies. On dirait une voiture française, comme conception. C'est d'autant plus curieux que dans ce pays j'ai surtout vu des fourgons courts à deux essieux ou des voitures de voyageurs assez longues et à bogies. Comme les voitures de chemin de fer que l'on trouve en France, la nôtre comprend une série de trois compartiments indépendants qui donnent sur les marchepieds longeant le châssis par une porte de chaque côté. Cette absence

de couloir permet de rendre difficile l'accès des fâcheux mais entrave aussi la circulation du contrôleur qui doit attendre une gare pour faire son office et poinçonner les billets.

Le train a pris sa vitesse et nous entraîne à travers le paysage vert et monotone sur une voie qui doit être neuve parce qu'elle ne nous secoue pas. Le staccato monotone des roues sur les éclisses aurait tendance à nous endormir. Nous avons baissé les vitres des deux portes qui donnent sur le marchepied et nous profitons de l'air frais. Le vent qui souffle de l'ouest tandis que nous faisons route grosso modo vers le nord éloigne de nous la fumée et les escarbilles. Soudain, il me semble ressentir une oscillation qui n'a rien à voir avec le balancement régulier du train. Comme si quelqu'un d'assez lourd marchait sur marchepied le gauche. L'agent de Pinkerton et le « *vigilante* » réagissent aussi. Je sors mon LeMat de son étui et le pose sur la banquette contre ma cuisse gauche. Le « *vigilante* » arme son fusil. L'agent de Pinkerton prend son revolver compact dans sa ceinture. Tertullien à ma droite sort calmement son Lefauchaux et le met à la fenêtre arrière droite occultée par le rideau bordeaux. On a la sensation que la menace vient de gauche pourtant.

Elle vient des deux côtés. Bruit de bris de glace à droite suivi par la déflagration de la cartouche de onze millimètres du Lefauchaux de Tertullien. Le « *vigilante* » double avec son *coach gun* et la tenture disparaît, arrachée par la gerbe de plombs. À ma gauche c'est à la fenêtre ouverte de la porte qu'apparaît un visage au-dessus d'une main armée d'un revolver d'un modèle que je ne connais pas. L'agent de Pinkerton arrache l'arme en posant sa main gauche sur le barillet empêchant le chien de s'abattre. De la main droite, il plante une sorte de marteau pointu ou de petit piolet dans l'avant-bras du l'agresseur qu'il accroche littéralement. Le voyou hurle de douleur en exhalant une haleine fétide. Le Pinkerton le désarme et le tire au maximum dans la voiture, mais le bandit reste bloqué par les épaules.

- C'est clair à droite fait le « *vigilante* ».

J'empoigne le bandit par la main non blessée et le cou et l'immobilise en une prise de pancrace qui l'étrangle partiellement. Libre de ses mouvements, l'agent de Pinkerton sort de son sac une forte corde et un cabriolet avec lesquels il entrave le voyou sans ménagement pour sa blessure à l'avant-bras et le relie en force par la corde au pied de fer qui fixe la banquette avant au plancher. Je prends un mouchoir pour essuyer le sang qui macule ma main gauche. J'ai aussi du sang sur la manche de ma veste et cela empeste.

- Te voilà fait, mon vieux. » Le Pinkerton énonce cette évidence d'un ton impassible.

La porte de gauche est condamnée par le prisonnier. En soulevant le rideau, je vois nettement un groupe de cavaliers qui s'éloignent du train. C'est alors j'entends les coups de feux qui viennent de la locomotive et du fourgon. Les détonations cessent lorsque les cavaliers disparaissent dans un bois qui jouxte un champ de coton. Ce que je vois c'est que les fuyards ont récupéré deux chevaux, je pense ceux des deux agresseurs du train. Dont l'un est entre nos mains. Mon LeMat n'a pas parlé. Pas plus que les armes du Pinkerton.

- Nous allons pouvoir le questionner, celui-là. Il va bien nous dire où se trouve sa bande.

- T'as qu'à croire. » Le bandit blessé n'en rabat pas et surmonte sa douleur.

L'agent ne dit rien. Il se contente de piquer la blessure qui saigne entre le radius et le cubitus et l'autre pâlit. « Tu verras, mon gros. Nous connaissons notre travail. » Et puis il nettoie le marteau pointu sur le pan de veste du prisonnier. « C'est un têtard de tailleur de pierre. Un souvenir de mon père. » Le pinkerton est donc capable de sentiments...

Je suis assez surpris de l'entêtement du bandit. Il est pris, blessé, entravé mais il fouille le compartiment du regard. Je sais bien ce qu'il cherche : une petite mallette en bois ferrées et fermée par une forte serrure de sûreté. Mais elle est dans ma valise de cabine dans le filet à bagages du compartiment. Le train a accéléré et a même « brûlé » un ravitaillement. L'agent de Pinkerton qui connaît la ligne a l'air ennuyé mais il reçoit une visite inattendue. Nous entendons marcher sur le toit de la voiture. J'empoigne aussitôt le LeMat mais le

Pinkerton me fait signe de me calmer. Un homme descend du toit sur le marchepied de droite avec une échelle de câble. Il entre par la porte et considère notre prise.

- Alors Manuel, on voyage sans billet ? »

Ledit Manuel crache par terre. Il reçoit immédiatement la botte du nouveau venu dans la figure.

- On ne crache pas dans les voitures de la S.&W.C. » Se tournant vers le Pinkerton, il poursuit : « Il y avait un doute sur l'accueil au dernier « *watershed* » [château d'eau] alors comme le mécano m'a dit qu'il a assez d'eau pour rejoindre le dépôt, j'ai décidé de ne plus m'arrêter.

- Que disent les autres passagers ?

- Rien, ils ont entendu les coups de feu. Certains ont vu les cavaliers. Nous avons un « *vigilante* » par voiture sans compartiment et ils ont informé les gens du danger. En plus, j'ai entendu dire que le nouveau président, Lincoln, n'a pas encaissé la prise de Fort Sumter. Il a réuni un conseil de crise et ils ont décidé de demander des troupes de milices à tous les États pour enrayer la sédition.

- Et qu'est-ce qui se dit dans les États du Sud ?

- Pour le moment, les gens étudient la Constitution pour savoir si cette demande est constitutionnelle. En arrivant à Charleston, nous devrions avoir des directives de Pinkerton lui-même. » En me regardant à la dérobée, il ajoute : « J'ai l'impression qu'on est en train d'entrer dans une sacrée mare de mélasse et de fumier. Il va falloir manœuvrer habilement si on veut sauver les agences locales de la société. »

*

* *

Nous arrivons au dépôt de Charleston à l'heure. Un peu en avance, même. Mais j'ai l'impression que les horaires ne sont pas autant une priorité ici qu'en France. Sié est venu nous chercher avec le boguet et la mule. Nous prenons congé des Pinkerton & Co et l'agent Pinkerton me promet de nous faire tenir des informations sur notre agresseur par la police locale. En arrivant dans notre appartement, j'ouvre la cassette. C'est une serrure à système avec des molettes de chiffrement. La lettre arrivée de Guadeloupe qui me mandait de me présenter personnellement au bateau contient la combinaison de la serrure.

Outre six cents francs or, la cassette contient des directives sur la conduite à tenir en fonction de l'évolution de la crise politique américaine. On pourrait les résumer à ceci : rester en Caroline du Sud ou avec les autorités de Caroline du Sud, tout en leur proposant de jouer les intermédiaires et les parlementaires entre les belligérants. Nous verrons que cela va être plus que passionnant et dangereux mais pas toujours facile. Pour le moment, il est urgent de se reposer et de nous organiser. Nous avons des contrats de chemin de fer, des responsabilités envers la famille qui nous accueille et surtout envers notre gouvernement en liaison avec le gouverneur de Guadeloupe. Ce qui est certain, c'est que la prise de Sumter commence déjà à agiter toutes les forces plus ou moins raisonnables de ce pays en train de se construire, à la taille d'un continent.

Quand je pense qu'on va à la guerre pour une histoire d'une île d'une rade sur laquelle on se dispute un fort qui a été grandement endommagé avant même que d'avoir été fini ! Autre conséquence, mais sur nous qui vivons ici : nous allons devoir prendre l'habitude de porter nos armes et de nous entraîner à nous en servir. Pas question de jouer les redresseurs de torts, mais nous allons rencontrer de plus en plus de pillards et d'aventuriers sans feu ni lieu au fur et à mesure que les combats vont désorganiser les villes. Je mesure que dans ce pays, comme dans les grandes villes de France, le port d'arme n'est pas un luxe. Mais à la différence de la France, ici, il faut de grosses armes. On les prend davantage au sérieux.